



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les services des
aides familiales et des aides seniors de la
Communauté française, de la Région wallonne et
de la Communauté germanophone**

**CCT n° 140844/CO/318.01
du 26/06/2017**

Correction dans les deux langues :

- A l'article 2, a) (à la fin), la référence à « l'article 2, § 1er, a) » doit être corrigée en « article 2, a) ».

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 4bis, la référence à « l'article 8, § 3 » doit être corrigée en « artikel 8, § 1 ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de diensten voor
gezins- en bejaardenhulp van de Franse
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de
Duitstalige Gemeenschap**

**CAO nr. 140844/CO/318.01
van 26/06/2017**

Verbetering in beide talen :

- In artikel 2, a) (einde) moet de verwijzing naar « artikel 2, § 1, a) als volgt verbeterd « artikel 2, a) ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 4bis moet de verwijzing naar « artikel 8, § 3 » als volgt verbeterd worden : « artikel 8, § 1 ».

Beslissing van

23 -10- 2017

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 26 juin 2017 relative au crédit-temps, en exécution de la Convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, modifiée par les conventions collectives de travail n°103bis du 27 avril 2015 et n° 103 ter du 20 décembre 2016

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la compétence de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Article 2

En application de l'article 4 § 1^{er} de la CCT n° 103 précitée, les travailleurs visés à l'article 1 ont droit à un crédit-temps à temps plein ou à une diminution de carrière à mi-temps ou d'1/5 **jusqu'à 51 mois au maximum** :

a) **pour prendre soin de leur enfant jusqu'à l'âge de 8 ans** ; en cas d'adoption, la suspension ou la diminution des prestations de travail peut débuter à partir de l'inscription au registre de la population ou des étrangers de la commune où le travailleur est domicilié ;

Cette période doit être prise par période minimale de trois mois lorsqu'il s'agit d'un crédit-temps à temps plein ou d'une diminution de carrière à mi-temps et par période minimale de six mois lorsqu'il s'agit d'une diminution de carrière d'1/5.

La période pour laquelle la suspension ou la réduction des prestations de travail a été demandée ou la période pour laquelle la prolongation a été demandée doit débuter avant le moment où l'enfant atteint l'âge de huit ans.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, le ou les documents attestant de l'évènement qui ouvre le droit prévu à l'article 2, ~~§ 1^{er}~~, a).

b) **pour l'octroi de soins palliatifs**, tels que définis à l'article 100 bis, § 2 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 ;

①

Cette période doit être prise par période minimale d'un mois et peut, par patient, être prolongée d'un mois.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne qui nécessite des soins palliatifs, dont il ressort que le travailleur a déclaré être disposé à donner ces soins palliatifs, sans que l'identité du patient y soit mentionnée. Si le travailleur souhaite faire usage de la prolongation d'un mois de la période, il doit à nouveau fournir la même attestation à l'employeur.

c) pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, tel que défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;

Cette période peut seulement être prise par période minimale d'un mois et par période maximale de trois mois.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou du membre de la famille gravement malade, dont il ressort que le travailleur a déclaré être disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade et sur laquelle le médecin traitant indique si les besoins en matière de soins requièrent effectivement une interruption ou une diminution de carrière à temps plein, à mi-temps ou d'1/5, à côté de l'éventuelle assistance professionnelle dont le membre du ménage ou de la famille peut bénéficier.

d) pour l'octroi de soins prodigués à leur enfant handicapé jusqu'à l'âge de 21 ans ;

Cette période doit être prise par période minimale de trois mois lorsqu'il s'agit d'un crédit-temps à temps plein ou d'une diminution de carrière à mi-temps et par période minimale de six mois lorsqu'il s'agit d'une diminution de carrière d'1/5.

La période pour laquelle la suspension ou la réduction des prestations de travail a été demandée ou la période pour laquelle la prolongation a été demandée doit débiter avant le moment où l'enfant atteint l'âge de 21 ans.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, une attestation de l'incapacité physique ou mentale d'au moins 66 % ou de l'affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

e) pour l'assistance ou l'octroi de soins à leur enfant mineur gravement malade ou à un enfant mineur gravement malade considéré comme membre du ménage, tel que défini à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

Cette période doit être prise par période minimale d'un mois et par période maximale de trois mois.

La période pour laquelle la suspension ou la réduction des prestations de travail a été demandée ou la période pour laquelle la prolongation a été demandée doit débuter avant le moment où l'enfant atteint l'âge de la majorité.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, une attestation délivrée par le médecin traitant de son enfant mineur gravement malade ou de l'enfant mineur gravement malade, dont il ressort que le travailleur a déclaré être disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade.

Article 3

En application de l'article 4 §2 de la CCT n° 103 précitée, les travailleurs visés à l'article 1 ont droit à un crédit-temps à temps plein ou à une diminution de carrière à mi-temps ou d'1/5 **jusqu'à 36 mois au maximum pour suivre une formation.**

Cette période doit être prise par période minimale de trois mois lorsqu'il s'agit d'un crédit-temps à temps plein ou d'une diminution de carrière à mi-temps et par période minimale de six mois lorsqu'il s'agit d'une diminution de carrière d'1/5.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, la preuve qu'il suspend ou réduit ses prestations de travail :

- pour suivre une formation reconnue par les Communautés ou par le secteur, comptant au moins 360 heures ou 27 crédits par an, ou 120 heures ou 9 crédits par trimestre scolaire ou par période ininterrompue de trois mois ;
- pour suivre un enseignement prodigué dans un centre d'éducation de base ou une formation axée sur l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat d'enseignement secondaire, pour lesquels la limite est fixée à 300 heures par an ou 100 heures par trimestre scolaire ou par période ininterrompue de trois mois.

La Communauté ou l'institution de formation atteste sur la preuve que le travailleur est valablement inscrit à une formation de cette durée ou de cette importance. Le travailleur doit introduire auprès de l'employeur, dans les 20 jours civils après chaque trimestre, une attestation qui fournit la preuve d'une présence régulière à la formation dans le courant du trimestre. Les jours de congé scolaire pendant la période de formation ou qui suivent cette période, sont assimilés à des jours de présence régulière à une formation. La présence régulière signifie que le travailleur ne peut pas s'absenter irrégulièrement pendant plus d'un dixième de la durée de la formation dans le courant du trimestre.

Article 4

En application de l'article 8 § 3 de la CCT n° 103 précitée, les parties conviennent en outre que tout travailleur de 50 ans et plus, comptant 28 années de carrière selon les modalités prévues par la convention et répondant aux autres conditions prévues peut bénéficier d'une réduction de carrière de 1/5^e temps.

Article 4 bis

En application de l'article 8 § 1^{er} de la CCT n° 103 précitée, les travailleurs qui sont âgés de 55 ans et plus et répondant aux autres conditions prévues par la CCT 103 ont droit sans durée maximale à :

- 1) Une diminution de carrière d'1/5 à concurrence d'un jour par semaine ou deux demi-jours couvrant la même durée pour autant qu'ils soient occupés dans un régime de travail réparti sur cinq jours ou plus. Cette période doit être prise par période minimale de six mois.
- 2) Une diminution de carrière sous la forme d'une réduction des prestations de travail à mi-temps. Cette période doit être prise par période minimale de trois mois.

Article 5

En application de l'article 16 § 8 de la CCT n° 103 précitée, le seuil du nombre total des travailleurs dans l'entreprise bénéficiant en même temps du droit découlant de cette convention collective de travail est porté de 5 p.c. à 10 p.c. du nombre total des travailleurs occupés dans l'institution à temps plein ou à temps partiel à la date du 30 juin de l'année qui précède la demande en tenant compte des nécessités du service.

Au-delà du seuil de 5 p.c. fixé à l'article 16 de la CCT 103, l'accord de l'employeur est toutefois requis en fonction de critères négociés objectifs, avec la délégation syndicale, le CE ou le CPPT là où ils existent.

Article 6

La convention n° 103 de référence précitée est d'application pour tout ce qui n'est pas réglé par la présente convention pour les travailleurs bénéficiant d'un crédit-temps sur base de cette convention.

Article 7

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur au 1^{er} juillet 2017.

Elle abroge et remplace la convention collective de travail du 27 mai 2013 relative au crédit-temps conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (numéro d'enregistrement 115.708).

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2017 betreffende het tijdskrediet, ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 103bis van 27 april 2015 en nr. 103 ter van 20 december 2016

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

Artikel 2

Met toepassing van artikel 4 §1 van de voornoemde CAO nr. 103, hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 recht op een voltijds tijdskrediet of op een halftijdse of 1/5de **loopbaanvermindering tot maximaal 51 maanden** :

a) **om zorg te dragen voor hun kind tot de leeftijd van 8 jaar** ; in geval van adoptie kan de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangen vanaf de inschrijving in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer gedomicilieerd is;

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van drie maanden wanneer het gaat om voltijds tijdskrediet of om een halftijdse loopbaanvermindering en per minimumperiode van zes maanden wanneer het gaat om een loopbaanvermindering van 1/5.

De periode voor dewelke de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties werd gevraagd of de periode voor dewelke de verlenging werd aangevraagd moet aanvangen voordat het kind de leeftijd van acht jaar bereikt.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, het of de documenten die als bewijs dienen van de gebeurtenis die het recht opent dat bepaald is in artikel 2, ~~§1~~, a).

b) **voor het verstrekken van palliatieve zorgen**, zoals bepaald in artikel 100 bis, §2 van de herstellwet van 22 januari 1985;

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van een maand en kan, per patiënt, worden verlengd met een maand.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, een attest van de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve zorgen nodig heeft, waaruit blijkt dat de werknemer heeft verklaard bereid te zijn deze palliatieve zorgen te verstrekken, zonder dat de identiteit van de patiënt erin wordt vermeld. Als de werknemer gebruik wenst te maken van de verlenging van de periode met een maand, moet hij opnieuw hetzelfde attest aan de werkgever bezorgen.

« c) voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een zwaar ziek gezins- of familielid zoals gedefinieerd in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

Deze periode kan enkel worden genomen per minimumperiode van een maand en per maximumperiode van drie maanden.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, een attest van de behandelende geneesheer van het gezinslid of van het familielid dat ernstig ziek is, waaruit blijkt dat de werknemer heeft verklaard bereid te zijn om de ernstig zieke persoon bij te staan of te verzorgen en waarop de behandelende geneesheer aangeeft of de behoeften inzake verzorging effectief een onderbreking of een halftijdse of 1/5de loopbaanvermindering vereisen, naast de eventuele professionele bijstand waarop het gezins- of familielid recht heeft.

« d) om zorg te dragen voor hun gehandicapt kind tot de leeftijd van 21 jaar. ;

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van drie maanden wanneer het gaat om voltijds tijdskrediet of om een halftijdse loopbaanvermindering en per minimumperiode van zes maanden wanneer het gaat om een loopbaanvermindering van 1/5.

De periode voor dewelke de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties werd gevraagd of de periode voor dewelke de verlenging werd gevraagd moet aanvangen vóór het ogenblik waarop het kind de leeftijd van 21 jaar bereikt.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, een attest van de fysieke of mentale ongeschiktheid van ten minste 66% of van de aandoening die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten worden erkend in de pijler 1 van de medisch-sociale schaal in de zin van de reglementering betreffende de kinderbijslag.

« e) voor het verlenen van bijstand of verzorging aan hun minderjarig zwaar ziek kind of aan een minderjarig zwaar ziek kind dat gezinslid is zoals gedefinieerd in artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van een maand en per maximumperiode van drie maanden.

De periode voor dewelke de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties werd gevraagd of de periode voor dewelke de verlenging werd gevraagd moet aanvangen voor het ogenblik waarop het kind meerderjarig wordt.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, een attest van de behandelende geneesheer van zijn minderjarig kind waaruit blijkt dat de werknemer heeft verklaard bereid te zijn om de ernstig zieke persoon bij te staan of te verzorgen.

Artikel 3

Met toepassing van artikel 4 §2 van de voornoemde CAO nr. 103, hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 recht op een voltijds tijdskrediet of op een halftijdse of 1/5de loopbaanvermindering **tot maximaal 36 maanden om een opleiding te volgen.**

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van drie maanden wanneer het gaat om voltijds tijdskrediet of om een halftijdse loopbaanvermindering en per minimumperiode van zes maanden wanneer het gaat om een loopbaanvermindering van 1/5.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, het bewijs dat hij zijn arbeidsprestaties schorst of vermindert.

- om een opleiding te volgen die erkend is door de Gemeenschappen of door de sector, die ten minste 360 uren of 27 kredieten per jaar telt, of 120 uren of 9 kredieten per schooltrimester of per ononderbroken periode van drie maanden;
- om onderwijs te volgen dat wordt gegeven in een centrum voor basiseducatie of een opleiding gericht op het behalen van een diploma of van een getuigschrift van het secundair onderwijs, waarvoor de limiet is vastgesteld op 300 uren per jaar of 100 uren per schooltrimester of per ononderbroken periode van drie maanden.

De Gemeenschap of de opleidingsinstelling verklaart op het bewijs dat de werknemer geldig is ingeschreven voor een opleiding van deze duur of van deze omvang. De werknemer moet bij de werkgever, binnen 20 kalenderdagen na elk trimester, een attest indienen dat het bewijs verstrekt van een regelmatige aanwezigheid bij de opleiding in de loop van het trimester. De dagen van schoolvakantie tijdens de opleidingsperiode of die volgen op deze periode, worden gelijkgesteld met dagen van regelmatige aanwezigheid bij een opleiding. De regelmatige aanwezigheid betekent dat de werknemer niet onregelmatig mag afwezig zijn tijdens meer dan een tiende van de duur van de opleiding in de loop van het trimester.

Artikel 4

Met toepassing van artikel 8 §3 van de voornoemde CAO nr. 103, komen de partijen bovendien overeen dat elke werknemer van 50 jaar en ouder, die 28 loopbaan jaren telt volgens de modaliteiten bepaald in de overeenkomst en die beantwoordt aan de andere voorwaarden waarin voorzien is, een loopbaanvermindering van 1/5de ^{kan} genieten.

Artikel 4 bis

✓

Met toepassing van artikel 8 §¹ van de voornoemde CAO nr. 103, hebben de werknemers die 55 jaar en ouder zijn en die beantwoorden aan de andere voorwaarden waarin voorzien is door de CAO 103 zonder maximumduur recht op:

- 1) Een loopbaanvermindering van 1/5de ten belope van een dag per week of twee halve dagen die dezelfde duur omvatten voor zover zij tewerkgesteld zijn in een arbeidsregeling verdeeld over vijf dagen of meer. Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van zes maanden.
- 2) Een loopbaanvermindering in de vorm van een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking. Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van drie maanden.

Artikel 5

Met toepassing van artikel 16 §8 van de voornoemde CAO nr. 103, wordt de drempel van het totaal aantal werknemers in de onderneming die tegelijkertijd het recht genieten dat voortvloeit uit deze collectieve arbeidsovereenkomst van 5 pct. op 10 pct. van het totaal aantal werknemers gebracht dat voltijds of deeltijdse tewerkgesteld is in de instelling op datum van 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag, rekening houdend met de noodwendigheden van de dienst.

Boven de drempel van 5 pct. vastgesteld in artikel 16 van de CAO 103, is het akkoord van de werkgever evenwel vereist in functie van objectieve criteria waarover onderhandeld werd met de vakbondsafvaardiging, de OR of het CPBW daar waar deze bestaan.

Artikel 6

De voornoemde referentieovereenkomst nr. 103 is van toepassing voor alles wat niet geregeld is door deze overeenkomst voor de werknemers die een tijdskrediet genieten op basis van deze overeenkomst.

Artikel 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst werd gesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op 1 juli 2017.

Zij heft de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2013 betreffende het tijdskrediet op die gesloten is in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap en vervangt deze overeenkomst (registratienummer 115.708).

Ze kan opgezegd worden door elke partij met een opzeggingstermijn van 3 maanden, betekend per aangetekend schrijven bij de Post, aan de Voorzitter van het paritair subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.